



## **SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON**

### **Conseil Syndical du 12 septembre 2023**

#### **Votants présents :**

M. Jean-François BOUDIGUE, M. Patrick DAVET, Mme Marie LARRUE, M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Xavier DANAY, M. Alain BALLEREAU, M. Cédric PAIN, M. Vincent MAURIN.

Conformément à l'Article 5 - Chapitre II du Règlement Intérieur du Syndicat Mixte, M. Jean GALAND donne pouvoir à M. Jean-François BOUDIGUE pour le représenter dans la plénitude de ses fonctions, émettre tout vote et signer tout document.

#### **Excusé(e)s :**

M. Jean GALAND, Mme Karine DESMOULIN, M. Bruno LAFON, Mme Pascale GOT.

#### **Assistaient à la réunion :**

Mme Béatrice AURIENTIS, Mme Nelly DELEPINE, M. Éric COIGNAT.

#### **Président de séance :**

M. Jean-François BOUDIGUE.

#### **Secrétaire de séance :**

M. Jean-Yves ROSAZZA.

#### **Assistaient également à la réunion :**

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), M. Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 29 août 2023.

#### **- Délibération n° : 14-2023**

#### **- Objet : Complément apporté à la tarification 2023.**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 12 septembre 2023, à La Teste de Buch approuve à l'unanimité la présente délibération.

## **SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON**

### **Conseil Syndical du 12 septembre 2023**

#### **Délibération n° : 14-2023**

#### **Objet : Complément apporté à la tarification 2023.**

La gestion du domaine public sous compétence du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon et l'occupation afférente qui en est faite est soumise à redevance. Dans ce cadre, le SMPBA établit chaque année une tarification. Celle en vigueur pour l'année 2023 a été votée par la délibération 17-2022 du 16 décembre 2022.

Plusieurs facteurs importants nécessitent aujourd'hui d'apporter des modifications sur cette tarification pour l'année en cours :

- L'expérimentation du port à sec n'a réellement été effective qu'à compter du 1<sup>er</sup> juin 2023 compte tenu des délais de travaux, de livraison du matériel et de formation des agents. Comme il semblerait inéquitable de facturer les usagers concernés pour l'année complète sur cette nouvelle infrastructure, la ligne « Tarification Port à Sec expérimental 2023 » est créée. Les montants appliqués sont équivalents à la moitié du montant annuel initialement voté.
- Dans le même cadre, les infrastructures maritimes du Pôle Nautique sur le port de La Teste Centre n'ont réellement été mises à disposition des usagers qu'à partir du 1<sup>er</sup> juin 2023. Il est également proposé de manière très exceptionnelle et comme les infrastructures n'existaient pas avant, d'appliquer le coefficient de 0,5 au montant de la redevance des navires détenant des contrats plan d'eau sur ces nouveaux pontons.
- Des travaux conjoints avec le Centre des Impôts ont permis de réaliser une grosse mise à jour des dossiers en terme de taxe foncière. Alors que les conventions d'occupation temporaires (COT) de droit réel font l'objet d'un recouvrement direct auprès du titulaire de l'AOT, les AOT « classiques » à vocation commerciales également soumises à la taxe foncière compte tenu des ressources qu'elles procurent sont à ce jour directement facturées au gestionnaire portuaire. Il convient aujourd'hui, compte tenu de l'impossibilité technique d'un recouvrement direct, de refacturer à l'euro près ces impositions aux titulaires concernés.

La présente délibération consiste à approuver la tarification 2023 amendée avec ces éléments jointe en annexe.

#### **Décision :**

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 12 septembre 2023 décide :

- D'approuver le complément apporté à la tarification 2023 telle que présenté en annexe ;

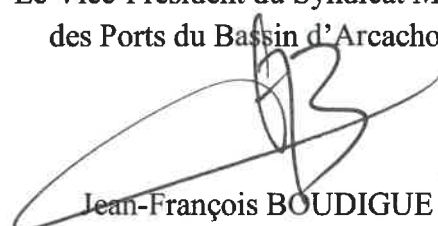
- De mettre en œuvre les dispositions nécessaires à l'exécution de

Fait et délibéré à La Teste de Buch, le 12 septembre 2023.

Le Secrétaire de Séance

  
Jean-Yves ROSAZZA

Pour le Président,  
Le Vice-Président du Syndicat Mixte  
des Ports du Bassin d'Arcachon

  
Jean-François BOUDIGUE

*Le Président,*

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.